



PREFET DU LOIR-ET-CHER

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Blois, le

21 JUIN 2010

Unité Territoriale de Loir-et-Cher

Rapport de l'inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet du Loir-et-Cher
(DDCSPP - Service Protection de l'Environnement)

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER

SONOPOL
A VENDOME

PJ : Projet d'arrêté préfectoral d'autorisation



RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 06 avril 2009, Monsieur agissant en qualité de Président Directeur Général
de la Société SONOPOL, dont le siège social est actuellement situé Z.I. Sud Le Haut des Clos, 41101
VENDÔME, sollicite l'autorisation d'exploiter un établissement de sous-traitance de traitement de surface et
de revêtement (dégraissage, grenaillage, peinture par thermolaquage) sur des surfaces métalliques diverses
pour les secteurs automobile, médical, de l'agencement de magasins et du bâtiment en Z.I. Sud Le Haut des
Clos, 41100 VENDÔME dans le cadre d'une régularisation administrative et de l'extension des activités
exploitées par la société susvisée.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a
été déposé le 6 novembre 2007 complété le 6 mai 2009 et reconnu formellement recevable par le service
d'inspection le 28 mai 2009.

Par courrier du 22 février 2010, l'exploitant a informé le Préfet de l'abandon du projet d'acquisition du four de
décapage thermique et de l'arrêt de l'activité de décapage chimique. Dans ce courrier, l'exploitant indique qu'il
renonce donc à la demande d'autorisation d'exploiter des installations relevant de la rubrique 2566 (partie du
dossier mis à l'enquête).

1 OBJET DE LA DEMANDE

1.1 Nature et volume des activités

Les installations autorisées par l'arrêté préfectoral n°97-1988 du 27 juin 1997 modifié sont reprises à la
nomenclature des installations classées sous les rubriques suivantes :

Désignation des installations Quantité / capacité maximale autorisée	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime (A : Autorisation / D : déclaration)
Traitement des métaux pour le dégraissage, procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves étant supérieur à 1500 l (24500 l)* <i>* Le volume des cuves maximal autorisé dans l'AP du 30/06/1997 était de 63500 L, mais l'exploitant n'a pas mis en œuvre l'ensemble des lignes initialement prévues. Le volume des cuves maximal réalisé et porté à la connaissance de la DREAL est de 24500 L.</i>	2565.2.a	A
Application, cuisson, séchage de peinture sur support quelconque, application faite par pulvérisation et la quantité maximale de produits utilisés est supérieure à 10 kg/j et inférieure ou égale à 100 kg/j (80kg/j)	2940.2.b	D
Application, cuisson, séchage de peinture sur support quelconque, procédé mettant en œuvre des poudres, la quantité maximale de produits utilisés est supérieure à 20 kg/j et inférieure ou égale à 200 kg/j (150 kg/j)	2940.3.b	D
Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW (11 kW)	2925	D
Installation de compression fonctionnant à des pressions supérieures à 10 ⁵ Pa et utilisant des fluides ininflammables, la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW et inférieure ou égale à 500 kW (59 kW)	2920.2.b	D
Emploi de matières abrasives sur un matériau quelconque pour polir, la puissance installée des machines fixes étant supérieure à 20 kW (55kW)	2575	D
Travail mécanique des métaux pour une puissance installée supérieure à 50 kW et inférieure ou égale 500 kW (250 kW)	2560.2	D
Stockage et emploi d'acétylène (soudure) pour une quantité supérieure ou égale à 100 kg et inférieure à 1 t (160 kg)	1418	D

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques suivantes (avec prise en compte du courrier de l'exploitant du 22 février 2010 concernant l'abandon du projet de décapage thermique et l'arrêt de l'activité de décapage chimique) :

Désignation des installations telle en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Nomenclature ICPE rubriques concernées	Régime (A : Autorisation / D : déclaration)
Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, ect.) de surface (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, ect...) par voie électrolytique ou chimique, le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 L (25 480 L)	<u>2565.2</u>	A
Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit ect.. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile..) lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptibles d'être mise en œuvre étant supérieure à 200 kg/j (800 kg/j)	<u>2840.3</u>	A
Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables la puissance absorbée étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (139 kW)	2920.2	D
Emploi de matières abrasives, la puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW (94 kW)	2575	D

Les installations relevant des rubriques 2925 (Ateliers de charge d'accumulateurs), 2560 (Travail mécanique des métaux) et 1418 (Stockage ou emploi d'acétylène) passent donc d'un régime de déclaration à non classables.

1.2 Présentation de l'établissement

La société SONOPOL à Vendôme est une SAS au capital de 500 000 € qui compte 51 employés permanents et 14 intérimaires¹. L'établissement réalise du traitement de surface des métaux en sous-traitance. Ses principales activités sont le grenaillage et le thermolaquage. Ses principaux marchés concernent les articles d'agencement de magasin, le matériel médical, le bâtiment et l'automobile. L'établissement fonctionne en 2x8, 5 jours par semaine, en dehors des périodes d'arrêt (5 semaines par an).

La société SONOPOL avait été créée en 1969 afin de reprendre l'activité de polissage de l'entreprise (Société de Polissage Nouvelle de Polissage). L'activité de polissage régressant, la société avait ensuite diversifié ses activités. En 1997, la société précédemment située 86 rue du XX^{ème} Chasseur à Vendôme, a été autorisée à transférer ses activités sur la Z.I. Sud « Les Hauts des Clos » à Vendôme (arrêté d'autorisation du 30 juin 1997). Depuis, les activités ont évolué avec notamment la suppression de l'activité de polissage et de l'atelier serrurerie, la modification des cabines de poudrage et des installations de grenaillage, la limitation du travail mécanique des métaux à un petit atelier de maintenance.

L'établissement comporte actuellement :

- une chaîne de grenaillage,
- 2 chaînes automatiques de dégraissage phosphatant (traitement de surface par aspersion) et d'application de peinture poudre,
- une chaîne manuelle d'application de peinture poudre,
- un atelier maintenance,
- des zones de stockage.

¹ Données du mois d'avril 2009.

Implantation / environnement du site

Le site est implanté en périphérie de la commune de Vendôme, dans la Zone Industrielle Sud du Haut des Clos, sur la départementale D16. Les environs sont industrialisés et ne présentent pas d'intérêt paysager particulier. Le site est délimité :

- au Nord : par la déviation de la R.N. 10 Tours-Vendôme,
- au Sud : par la société DELCEN,
- à l'Est : par le chemin départemental n°16 de Vendôme à Herbault et l'ex-usine THYSSEN,
- à l'Ouest : par des terres agricoles.

Actuellement, le site occupe la parcelle CE72 pour une superficie d'environ 16 000 m². Il comprend :

- Le bâtiment de SONOPOL,
- Des voiries d'accès asphaltées,
- Des zones de stockage extérieures,
- Un parking,
- Des zones non imperméabilisées constituées d'herbe, de terre.

Les surfaces extérieures imperméabilisées présentent les superficies suivantes :

- Parking et voiries : 1800 m²,
- Stockage cours intérieure : 1640 m²,
- Stockage de containers vides, côté Nationale 10 : 400 m²,
- Total : 3840 m².

Le bâtiment est implanté sur une superficie couverte d'environ 5500 m². Il comprend l'ensemble des activités de production de la société, c'est-à-dire :

- Les bureaux et les sanitaires,
- Un atelier de production principal comprenant :
 - les deux chaînes de thermolaquage (comprenant le dégraissage et le poudrage),
 - la chaîne de grenaillage.
- Une salle pour la mise en peinture manuelle,
- Un local station d'épuration,
- Un atelier de maintenance,
- Un quai de chargement.

Les caractéristiques constructives du bâtiment sont :

- Bardage métallique intérieur et extérieur couleur aluminium,
- Charpente métallique,
- Toiture en terrasse de couleur gris foncé,
- Hauteur du bâtiment : 7,20 m.

Les principales entreprises présentes à proximité sont : DELCEN, ex-Thyssenkrupp Sofedit, VALDEM, SITA, ECOFIT, CAIRE Industrie, ARM, Dargasse et Fils, Rapid Permis.

Les habitations les plus proches de SONOPOL se situent à environ 120 mètres au Nord du site, au-delà de la Nationale 10 (rue Claude Debussy).

Les premiers ERP sont situés à plus de 1,4 km.

Le site est situé dans la Zone d'Aménagement Concerné « Les Hauts des Clos », dont le Plan d'Aménagement de la Zone admet l'utilisation du sol pour des constructions à usage industriel [...].

1.3 Présentation de la demande / Cadre administratif

La Société SONOPOL est actuellement réglementée par les dispositions de l'arrêté n° 97-1988 du 27 juin 1997 modifié, pour son site de Vendôme.

La présente demande concerne une régularisation administrative (principalement liée à l'augmentation de la capacité des installations de peinture, relevant de la rubrique 2940, qui relèvent du régime d'autorisation et

non de déclaration compte tenu des évolutions des activités), ainsi qu'une demande d'extension au niveau des installations de traitement de surface et de peinture (ajout d'un bain de décrochage aluminium et d'un four de polymérisation).

Le dossier de demande d'autorisation mis à l'enquête comprenait également un projet d'acquisition d'une installation de décapage thermique, en remplacement partiel de l'activité de décapage chimique. Par courrier du 22 février 2010, la société SONOPOL a informé le préfet de l'abandon de ce projet, ainsi que de l'externalisation de l'activité de décapage chimique – le décapage des balancelles est donc désormais entièrement sous-traité. Le tableau de classement du § 1.1 prend en compte cette modification (situation future).

L'investissement associé à l'ajout d'un bain de décrochage aluminium dans la chaîne est d'environ 260 000 €. SONOPOL a prévu de mettre en place un laveur d'air destiné à traiter les rejets atmosphériques acides du bain de décrochage, pour un coût de cet investissement supplémentaire de 38 500 €. Le coût du nouveau four de polymérisation est de 70 000 €. Le montant total des investissements à réaliser dans le cadre du projet objet de la présente demande d'autorisation s'élève donc à 368 500 €.

1.4 Maîtrise de l'urbanisation

D'après l'étude de dangers intégrée dans la demande d'autorisation de SONOPOL, les effets thermiques irréversibles générés en cas d'incendie ne sortent pas des limites de propriété. Compte tenu de la nature des produits stockés ou utilisés, il n'y aurait pas d'effets toxiques irréversibles liés à la dispersion des fumées générées en cas d'incendie.

Les effets de surpression, générés en cas d'explosion d'une cabine de poudrage sont pour l'essentiel également contenus dans l'enceinte de l'établissement (seuils des 20 mbar correspond au seuil engendrant des bris de vitres). Ils impactent une petite bande de la parcelle non construite appartenant à l'entreprise voisine DELCEN. La société DELCEN a été informée par la société SONOPOL de l'étendue de la zone de surpression sur son terrain et s'est engagée à ne pas construire de bâtiment avec des ouvertures vitrées sur cette partie de terrain. La lettre d'engagement de la société DELCEN a été jointe au dossier mis à l'enquête publique.

2 PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1 Avis de l'autorité environnementale

Dossier non concerné (recevabilité réalisée avant le 1er juillet 2009).

2.2 Enquête publique

L'enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° 2009-203-2 du 22 juillet 2009. Elle s'est tenue en mairie de VENDÔME du 22 septembre 2009 au 22 octobre 2009 inclus. L'affichage de l'enquête publique a été réalisé quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci :

- En mairie de VENDÔME ;
- Dans les trois mairies des communes riveraines : SAINTE-ANNE, VILLERABLE et NAVEIL ;
- Dans le voisinage de l'installation projetée, et ce dans un rayon de 1 km autour de celle-ci, de manière à assurer une bonne information du public.

L'enquête a été également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture, par les soins de Monsieur le Préfet, et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Aucune observation n'a été inscrite au registre et aucun courrier n'y a été annexé.

2.3 Avis du commissaire enquêteur

En date du 2 novembre 2009, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable à la demande d'autorisation de régularisation administrative et d'extension des activités de traitement de surface des métaux formulée par la Société SONOPOL, sur le territoire de Vendôme.

2.4 Avis des conseils municipaux

2.4.1 Avis du conseil municipal de NAVEIL

En date du 2 septembre 2009, le conseil municipal de la commune de NAVEIL a émis un avis favorable sur le dossier.

2.4.2 Avis du conseil municipal de VILLERABLE

En date du 29 septembre 2009, le conseil municipal de la commune de VILLERABLE a émis un avis favorable sur le dossier.

2.4.3 Avis du conseil municipal de STE ANNE

En date du 15 septembre 2009, le conseil municipal de la commune de STE ANNE a émis un avis favorable sur le dossier.

2.4.4 Avis du conseil municipal de VENDOME

Non transmis.

2.5 Avis des services consultés

2.5.1 Avis de la Direction Régionale de l'Environnement Centre (DIREN)

Par courrier du 14 août 2009, la DIREN a émis un avis favorable au projet de la Société SONOPOL.

2.5.2 Avis de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Loir et Cher (DDTEFP)

Par courrier du 21 septembre 2009, la DDTEFP a émis un avis favorable à la demande de la Société SONOPOL.

2.5.3 Avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (DDASS)

Par courrier du 4 septembre 2009, la DDASS a émis un avis favorable à l'autorisation sollicitée, sous réserve que les observations suivantes soient prises en considération :

1. Un forage non exploité existe sur le site, celui-ci doit être tout de même déclaré à la banque du sous sol au BGRM ainsi qu'à la DIREN si sa profondeur est supérieure à 10 m. Par ailleurs, les moyens de sécurisation du forage face à une pollution accidentelle devront être précisés.
2. L'arrêté préfectoral du 27 juin 1997 indiquait, en son article 1-2-2, une « arrivée d'eau du forage de la société Magniez Paul ». Aussi, il convient de préciser si l'eau dudit forage est toujours utilisée et, dans la négative, quel est le devenir de la canalisation reliant les 2 sites (Magniez et Sonopol).
3. Une campagne d'analyse des émissions atmosphériques sera programmée dès la mise en service du décapage thermique afin de s'assurer que les valeurs garanties par le fournisseur sont respectées.

2.5.4 Avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours de Loir et Cher (SDIS)

• Avis du 3 août 2009

Par courrier du 3 août 2009, le SDIS a émis un avis favorable, sous réserve de respecter les observations suivantes :

Défense incendie

1. Disposer d'un potentiel hydraulique de 360 m³/h.
Ce débit devra être réparti sur les deux hydrants présents sur le domaine public afin de pouvoir assurer une bonne répartition des moyens de secours.

Ces hydrants devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- être conformes à la norme française NFS 61-213,
 - être piqués directement sur une canalisation d'un diamètre d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 l/mn minimum (simultanément) sous une pression dynamique de 1 bar,
 - se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci. L'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation,
 - respecter les règles d'installation, conformément à la norme française NFS 62-200.
2. Aménager la réserve incendie qui devra, en toutes saisons, être en mesure de fournir en 2 heures le volume complémentaire nécessaire pour disposer d'un potentiel de 360 m³/h pendant 2 heures sur le site. Il importe de s'assurer :
- que la hauteur géométrique d'aspiration ne sera pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 mètres,
 - que le point d'eau sera toujours accessible aux engins-pompes.
- Pour cela, il conviendra d'aménager à proximité immédiate de la réserve incendie 2 plates-formes d'aspiration de 4 x 8 m chacune. Les lignes d'aspiration fixes devront être situées en position centrale par rapport à chacune des aires de mise en aspiration.
3. Matérialiser au sol à proximité des poteaux d'incendie et de la réserve incendie, les zones d'interdiction de stationner réservées à la mise en aspiration et l'alimentation des engins pompes. Des lignes d'aspiration fixes pourraient être installées pour permettre une mise en œuvre plus rapide des moyens de secours.

Rétention des eaux d'extinction

4. Identifier le dispositif d'isolement des eaux pluviales par rapport au réseau public. Ce dispositif devra être manœuvrable en toutes circonstances.

Accès

5. Rétention des caractéristiques suivantes pour les voies utilisables par les engins de secours :
- force portante calculée pour un véhicule de 16 tonnes,
 - rayon intérieur minimum de 11 m,
 - surlargeur S : 15/R dans les virages d rayon inférieur à 50 m,
 - hauteur libre 3,50 m,
 - pente maximale 10 %,
 - résistance au poinçonnement : 100 KN sur une surface circulaire de 0,20 m de diamètre.
- Les voies engins devront permettre le croisement des véhicules.

6. Garantir l'absence d'obstacles au droit de la zone de stockage des palettes.

Construction - Isolement

7. Isoler l'ensemble de la zone de bureaux par rapport à la zone de production par des murs REI 120, bloc portes REI 60 dotés d'un ferme porte.

Dégagement

En l'absence de plan de locaux, le SDIS ne peut émettre d'avis sur les dégagements du personnel.

8. Asservir la fermeture des portes REI d'isolement, soit à des détecteurs autonomes déclencheurs, soit à l'installation de détection sensible aux fumées et aux gaz de combustion, installés de part et d'autre des blocs-portes. Ces détecteurs devront être situés en partie haute du bâtiment.

Désenfumage

9. Aménager des cartons de désenfumage avec les caractéristiques suivantes :
- ils doivent former une paroi en matériaux incombustibles (MO),
 - ils peuvent être formés par des éléments de la structure du bâtiment,
 - ils doivent être stables au feu de degré ¼ heure.
10. Porter la surface géométrique des exutoires de fumées à 2/100° de la superficie du local à désenfumer comme prévu dans le dossier.

11. Mettre en place et regrouper les commandes manuelles du système de désenfumage à proximité des sorties et afficher à proximité des commandes de désenfumage les plans des zones de désenfumage. Ces plans devront être communiqués aux sapeurs-pompiers.
12. Implanter dans les locaux de plus de 300 m² des exutoires de fumées. La surface des exutoires de fumées devra être mise en adéquation au regard de la réglementation sur les installations classées (surface de désenfumage, cantonnement, positionnement par rapport aux murs REI). Les commandes des exutoires de fumées seront positionnées à proximité des sorties.
13. Réaliser le désenfumage des cages d'escaliers par la création d'un exutoire de fumées d'une surface de 1 m². les dispositifs d'ouverture devront être disposés à proximité des accès pompiers.

Électricité

14. Réaliser les installations électriques conformément aux normes françaises homologuées.
15. Faire contrôler périodiquement par thermographie infrarouge les installations électriques.

Moyens de secours

16. Faire vérifier annuellement l'ensemble des moyens de secours, R.I.A., extincteurs, asservissements des portes coupe-feu, détection automatique d'incendie.
17. Prévoir des consignes précises pour l'accueil des secours extérieurs, notamment pendant les heures de fermeture du site, pour permettre l'accès des secours aux bâtiments (déverrouillage des accès par le personnel ou une société de surveillance).
18. Implanter des extincteurs en nombre et qualité appropriés aux risques à défendre avec un minimum de 1 extincteur à eau pulvérisée de 6 litres/200 m² dans la partie bureaux.
19. Identifier à l'aide de pictogrammes l'ensemble des coupures d'urgence des énergies (électricité, gaz, flouil...) du bâtiment.
20. Afficher dans l'ensemble de l'établissement des consignes faisant apparaître lisiblement les numéros « 18 » ou « 112 » pour appeler le service d'incendie et de secours.
21. Installer un équipement d'alarme, constitué de tout dispositif sonore à condition qu'il soit autonome et audible en tout point de l'établissement.
22. Implanter les robinets d'incendie armés de façon à ce que toute la surface des locaux puisse être efficacement atteinte par le jet de deux lances.
23. Transmettre au Service Départemental d'Incendie et de Secours avant la mise en service, les documents nécessaires pour la réalisation d'un plan d'intervention à l'usage des sapeurs-pompiers (plan d'établissement répertorié), sous format A3 ou sur support numérisé :
 - Plan de situation
 - Plan-masse
 - Plan du bâtiment avec indication des cantons de désenfumage, des emplacements des commandes de désenfumage, implantation des coupures en énergie.
24. Respecter toutes les autres dispositions prévues sur les plans.

• Visite du 2 mars 2010 et avis du 12 avril 2010

Le Service Prévision de la Direction Départementale d'Incendie et de Secours a procédé le 2 mars 2010 à une visite de l'établissement SONOPOL à la demande de l'exploitant afin que certains points de l'avis soient précisés (notamment le désenfumage).

Les préconisations du SDIS formulées à l'issue de cette visite sont les suivantes :

- 1 – s'assurer du degré coupe-feu de la baie vitrée Administration / Production ;
- 2 – créer des cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 m². Les exutoires devront être à commandes manuelles et automatiques et représenter une surface de 1/200^e;

- 3 – disposer d'un potentiel hydraulique de 360 m³/h sur les hydrants et réserve incendie ;
- 4 – créer un portillon entre la réserve incendie et l'établissement ;
- 5 – assurer un passage libre des engins de secours sur l'arrière du bâtiment ;
- 6 – rendre étanche le bassin de rétention des eaux incendie.

2.5.5 Avis de la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA)

Par courrier du 27 novembre 2009, la DDEA a émis un avis favorable, sous réserve qu'il soit tenu compte des remarques suivantes :

- le volume actuel de la cuve de rétention associée au stockage des produits basiques ne permet pas la rétention totale de ces produits,
- la fosse de 37 m³ ne permet pas la rétention totale des produits stockés correspondants.

2.6 Autres avis

2.6.1 Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO)

Par courrier du 18 août 2009, l'INAO indique n'avoir aucune objection à formuler à l'encontre de la demande de renouvellement administratif et d'extension des activités de traitement de surfaces des métaux déposée par la Société SONOPOL.

2.7 Réponses apportées par l'industriel / Prise en compte dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation des observations émises par les services

Les avis des services ont été communiqués à l'exploitant par courrier du 16 novembre 2009 (SDIS, DIREN, DDTEFP, DASS, INAO) et par courrier du 1^{er} décembre 2009 (avis DDEA). L'exploitant a transmis au préfet les éléments de réponse à ces avis par courrier du 10 mai 2010 (réception à l'inspection le 1^{er} juin 2010).

2.7.1 Réponse à l'avis de la DDASS

L'exploitant a répondu aux 3 observations de la DDASS.

Les 2 premières observations concernant le forage. L'exploitant a confirmé que le seul forage existant sur le site est le forage milieu DELCEN-SONOPOL, que ce forage est bien déclaré à la banque du sous-sol, qu'il n'a jamais été exploité par SONOPOL et qu'aucune canalisation ne relie ce forage aux installations de SONOPOL.

La 3^e observation de la DDASS concernant la réalisation d'une campagne d'analyse des émissions atmosphériques liées au projet de décapage devient sans objet compte tenu de l'abandon de ce volet du projet.

Nota : L'article 4.1.2.2 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation interdit l'alimentation en eau de forage des installations de SONOPOL. Les installations de traitement de surface sont soumises à un programme d'auto-surveillance des émissions atmosphériques défini à l'article 9.2.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation.

2.7.2 Réponse à l'avis du SDIS

Nota : L'ensemble des observations émises par le SDIS a été pris en compte dans l'élaboration des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation. Ce paragraphe précise également les références des articles concernés par les observations de la DDSIS dans le projet d'arrêté.

Concernant les observations émises par la DDSIS relatives à :

- la défense incendie :
L'exploitant a transmis les éléments permettant de justifier de la disponibilité du potentiel hydraulique demandé. Il a confirmé que les actions demandées pour permettre d'améliorer l'accessibilité à la réserve en eau seraient réalisées (portillon, matérialisation au sol des zones d'interdiction de stationnement réservées pour l'aspiration par les engins pompes – la présence des 2 plates-formes d'aspiration a été constatée par le SDIS lors de sa visite sur site du 2 mars 2010). Ces actions ont été prescrites dans le projet d'arrêté avec une échéance au 30 juin 2011 (article 7.7.4).
- l'accès du site :
L'exploitant a confirmé qu'un libre passage des engins de secours sur l'arrière du bâtiment est assuré. Les caractéristiques concernant les voies sont prescrites à l'article 7.3.2 du projet d'arrêté.
- la rétention des eaux d'extinction :
L'exploitant s'est engagé à réaliser - avec la société mitoyenne, co-proprétaire du bassin - les travaux nécessaires pour garantir l'étanchéité du bassin (curage et installation d'une bâche). Ces travaux ont été prescrits dans le projet d'arrêté (art. 7.7.7.1) avec une échéance au 30 juin 2012.
Les autres observations de la DDSIS concernant l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales sont également couvertes par les prescriptions de l'article 7.7.7.1 du projet d'arrêté.
- les dispositions constructives (isolement) :
L'exploitant a confirmé le degré coupe-feu de la baie vitrée qui isole en partie haute l'atelier de production des bureaux. S'agissant d'une installation classée existante, les prescriptions relatives aux dispositions constructives de l'arrêté préfectoral de 1997 sont reprises dans le présent projet d'arrêté (article 7.3.4). Elles sont présentées dans le § 3.1.1 du présent rapport.
- Le désenfumage :
L'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux de mise en conformité et d'amélioration des systèmes de désenfumage au plus tard pour fin 2012. Ces travaux ont été prescrits dans le présent projet d'arrêté d'autorisation avec une échéance au 31 décembre 2012 (art. 7.3.4.5).
- Installations électriques :
Les observations de la DDSIS sont couvertes par les prescriptions de l'article 7.3.5 du projet d'arrêté. Le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge a également été prescrit, à une fréquence annuelle.
- Moyens de secours :
Les observations de la DDSIS sont couvertes par les prescriptions de l'article 7.4.1 (consignes de sécurité), 7.7.2 (vérifications annuelles des moyens de secours), 7.3.3 (astrolite), 7.7.4 (extincteurs, RIA), 7.7.1 (signalisation des coupures des énergies), 7.7.6.2 (alarme sonore d'évacuation) du projet d'arrêté.

2.7.3 Réponse à l'avis de la DDEA

Dans son courrier de réponse, l'exploitant a apporté tous les éléments permettant de justifier que les capacités sont suffisantes (les capacités disponibles sont d'ailleurs très largement supérieures aux capacités réglementaires).

3 MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 Maîtrise des risques accidentels

Les principaux risques présentés par les installations de SONOPOL sont liés :

- au stockage et à l'emploi de matières combustibles (palettes bois, peintures poudres) et inflammables (gaz pour les fours, étuves et chauffage des bains de traitement de surface),
- au stockage et à l'emploi de produits chimiques,
- à l'emploi de poudres pour la peinture et au grenailage.

Il est important de noter que les bains ne sont pas classés toxiques ou dangereux pour l'environnement. Les produits chimiques utilisés sont principalement des acides et des bases.

Les principaux risques externes pour le site sont liés à la foudre.

Ainsi, les principaux risques présentés par les installations sont :

- le risque d'incendie,
- le risque de pollution accidentelle (par le déversement accidentel de produits ou par les eaux d'extinction d'un éventuel incendie),
- le risque d'explosion.

3.1.1 Risque incendie :

Peu de matières combustibles sont présentes dans l'atelier de traitement de surface. Seules les poudres sont stockées dans le bâtiment (max. 38 m³), à l'étage, dans un local dédié. Les palettes sont stockées à l'extérieur du bâtiment (max. 50 m³).

Les flux thermiques qui seraient générés par le stockage de palettes ont été calculés. Afin de réduire les risques de propagation d'un départ de feu, l'exploitant a déplacé ce stockage de palettes à une distance de 10 mètres du bâtiment et à l'opposé du terrain et du bâtiment de l'entreprise voisine DELCEN, de telle sorte que les flux thermiques correspondant aux dangers significatifs pour la vie humaine (3 kW/m²) soient inclus dans les limites de propriété du site et qu'il n'y ait pas d'effet domino sur le bâtiment (la distance d'effets domino sur les ouvrages est inférieure à 3 mètres).

L'exploitant a également fait étudier les effets dominos liés au stockage de peintures poudre. L'étude de dangers précise qu'en cas d'incendie au niveau de ce stockage, il n'y aurait pas d'effets dominos sur l'atelier de traitement de surface ou les autres installations classées, mais uniquement sur les bureaux situés au rez-de-chaussée.

Moyens de protection :

Le bâtiment présente les dispositions constructives suivantes (cf. art. 7.3.4 du projet d'arrêté) :

- Les matériaux sont incombustibles (charpente et bardage métallique, plancher de l'étage en acier ...);
- Le mur séparant la société SONOPOL de la société mitoyenne est de degré coupe-feu 1 heure (REI 120) et comporte une porte de degré coupe-feu 1 heure maintenue fermée en permanence ;
- Les bureaux sont isolés de la zone de production par des murs de degré coupe-feu 1 heure (REI 60) qui comportent des portes de degré coupe-feu ½ heure munies d'un ferme porte automatique ;

Le bâtiment dispose d'un système de désenfumage constitué de trappes à commande pneumatique. La surface utile actuelle est d'environ 1%. La société SONOPOL s'engage à modifier les systèmes de désenfumage pour le 31 décembre 2012 afin de répondre à l'ensemble des observations de la DDSIS (cf. art. 7.3.4.5 du projet d'arrêté - mise en place de cantons, augmentation de la surface utile de désenfumage à 2% dans le canton des cabines de peinture, mise en place de thermofusibles pour une ouverture automatique des exutoires en cas d'incendie).

En cas d'incendie, les besoins en eau ont été estimés par les services incendie à 360 m³, ils sont assurés par :

- 2 poteaux incendie, d'une capacité de 60 m³/h chacun,
- 1 bassin incendie extérieur de 120 m³ appartenant à la SELC.

L'exploitant dispose également d'un réseau de 7 RIA et de 47 extincteurs répartis sur le site.

Le bâtiment dispose d'un système de détection automatique d'incendie au niveau du quai des réceptions et expéditions et d'une détection de gaz dans la chaufferie. Le site est équipé d'un système de détection anti-intrusion. En dehors des heures ouvrables, ces alarmes sont reportées dans une société de télésurveillance et un système d'astreinte est assuré par l'exploitant.

3.1.2 Risque de pollution accidentelle :

Les chaînes de traitement de surface et les stockages de produits chimiques sont en rétention et le site dispose d'un bassin d'orage également dimensionné pour la récupération des eaux d'extinction d'incendie et équipé en sortie d'un dispositif permettant d'isoler le site vis-à-vis de l'environnement extérieur.

3.1.3 Risque d'explosion

Les distances d'effets de surpression et les flux thermiques ont été modélisés pour les 3 cabines de poudrage présentes sur le site. Les calculs montrent que les effets thermiques ne sortent pas des limites de propriété. Les effets de surpression (seuil des 20 mbar correspondant au seuil engendrant des bris de vitres) sont pour l'essentiel également contenus dans l'enceinte de l'établissement. Ils impactent une petite bande de la parcelle non construite appartenant à l'entreprise voisine DELCEN. La société DELCEN a été informée par la société SONOPOL de l'étendue de la zone de surpression sur son terrain et s'est engagée à ne pas construire de bâtiment avec des ouvertures vitrées sur cette partie de terrain.

Les principales mesures de prévention des risques liés à l'explosion sont :

- le respect de la réglementation ATEX (atmosphères explosibles),
- l'arrêt automatique des cabines de poudrage en cas d'arrêt de l'aspiration des poussières,
- la mesure en continu du différentiel de pression amont/aval au niveau des filtres de dépoussiérage,
- la mise à la terre des équipements.

L'exploitant a fait réaliser une étude de zonage ATEX qui a été jointe au dossier mis à l'enquête publique (étude réalisée par le bureau d'études NORISKO en juin 2007).

Risque Foudre :

Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2565 et 2940 sont soumises à l'arrêté ministériel « foudre » du 15 janvier 2008. Une analyse du risque foudre conforme à la norme NF EN 61643 a été réalisée en février 2009 par NORISKO EQUIPEMENTS et répond aux exigences de cet arrêté. Cette étude conclue que le bâtiment principal requiert une protection de niveau III. Elle indique par ailleurs que la protection contre les effets directs de la foudre déjà en place répondent aux exigences de l'arrêté foudre de 2008 (présence d'un paratonnerre à dispositif d'amorçage) et qu'une étude technique doit être menée afin de réduire les effets indirects. L'échéance réglementaire pour la réalisation de cette étude technique et la réalisation des travaux éventuels de mise en conformité est fixée au 31/12/2011. Des liaisons équipotentielles seront à priori à mettre en place en complément des dispositifs actuels.

3.2 Maîtrise des risques chroniques

Les enjeux principaux liés à l'activité portent sur la pollution des eaux et la pollution atmosphérique.

3.2.1 Pollution de l'eau

* Prélèvements

La société SONOPOL est exclusivement alimentée par le réseau d'eau potable de la commune de Vendôme, pour les usages industriels (rincage et montage des baigns de traitement de surface principalement) et sanitaires (environ 5% de la consommation). La consommation est suivie (présence de 2 compteurs, un pour l'alimentation générale et un pour les sanitaires) et limitée à 12000 m³/an (cf. article 4.1.1 du projet d'arrêté préfectoral d'autorisation).

Afin de limiter ses consommations d'eau, SONOPOL met en œuvre les actions suivantes :

- rinçages en cascade,
- recyclage du bain de phosphatation,
- fermeture de la vanne générale d'alimentation en eau potable chaque soir,
- vidange et renouvellement des baigns de phosphatation sur analyse.

▪ Rejets

Les effluents de SONOPOL sont :

- les effluents des 2 chaînes de traitement de surface, ①
- les baigns usés ②

Les effluents ① sont collectés et envoyés vers la station de détoxification du site.

Les effluents ② sont collectés et traités dans des filières de traitement adaptées en tant que déchets industriels dangereux. Il est à noter que SONOPOL a arrêté le décapage chimique des balancelles et sous-traite dorénavant cette activité auprès d'une société de sous-traitance (société CENTRE DE DECAPAGE ORLEANAIS - 45). Le volume des déchets industriels dangereux a donc été réduit.

Les principaux rejets liquides pollués ou susceptibles d'être pollués de SONOPOL sont donc les suivants :

- les rejets d'eaux résiduelles industrielles de la station de détoxification,
- les eaux pluviales de voiries et de toitures,
- les eaux sanitaires.

3.2.1.1 Rejets aqueux de la station de détoxification

Traitement épuratoire

Les eaux de rincage sont collectées dans des cuves tampons puis envoyées vers la station, où elles subissent :

- une neutralisation par injection de lessive de soude et de chlorure ferrique, dont l'objectif est de ramener le pH des effluents à la neutralité et de précipiter les métaux sous forme d'hydroxydes insolubles,
- une floculation / décantation, qui a pour but de séparer les hydroxydes métalliques précipités.

Les effluents ainsi neutralisés et clarifiés sont rejetés dans le Loir (exutoire final) par l'intermédiaire d'une canalisation gravitaire spécifique de 1510 m qui se jette directement dans le ruisseau « le Mardereau », après une mesure et un enregistrement en continu du pH.

Les boues d'hydroxydes sont asséchées sur un filtre-pressé puis traitées dans des filières de traitement adaptées en tant que déchets industriels dangereux.

Impact des rejets sur le milieu récepteur

Dans l'étude d'impacts intégrée dans le dossier de demande d'autorisation de SONOPOL, une estimation de l'impact des rejets de SONOPOL sur le Loir a été réalisée et conclut à un faible impact de SONOPOL sur le milieu récepteur.

Le dossier de demande d'autorisation indique que le projet n'est pas de nature à modifier les caractéristiques des rejets de SONOPOL en terme de débit journalier d'effluents. En effet, la chaîne 1 à laquelle est rajoutée le dérochage aluminium, fonctionnera en campagnes de plusieurs jours correspondant soit au dégraissage phosphatant, soit au dérochage aluminium. Les produits utilisés pour le dérochage aluminium ne sont pas de nature à remettre en cause le

fonctionnement de la station. Les effluents aqueux générés par l'utilisation de ces bains (eaux de rinçage) contiendront notamment du phosphore, des hydrocarbures et de l'aluminium.

Valeurs limites d'émission

Après examen valeurs limites retenues au niveau de la réglementation nationale applicable aux installations de traitement de surface (arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surface) et analyse des éléments du dossier ainsi que des résultats d'autosurveillance de SONOPOL sur les 2 dernières années (2008 et 2009), l'inspection propose de retenir dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation les valeurs limites d'émission suivantes :

Polluants	AP 1997	AM 2006			Projet d'AP		
	VLE en concentration (mg/l)	VLE en concentration (mg/l)	VLE en flux (g/h)		VLE en concentration (mg/l)	Débit max d'effluents (m³/h)	VLE en flux (g/h)
Al	5	5	Au plus le produit des VLE en concentration et du débit max. d'effluents rejetés, soit :	320	5	64	64
Fe	5	5		320	5		200
Ni	5	2		128	0,2		2
Zn	5	3		192	0,5		4
MES	30	30		1 920	30		1 200
DCO	80	300		19 200	150		6 000
HCT	5	5		320	5		200
P	10	10		640	10		400
pH	Entre 6,5 et 9,0	Entre 6,5 et 9,0			Entre 6,5 et 9,0		
T°C	<30°C	<30°C			<30°C		

Compte tenu de l'absence d'utilisation de produits chromés et de l'absence d'enjeu sur le cuivre, les paramètres CrIII, CrVI et Cu ne sont plus réglementés. Ces paramètres sont recherchés dans le cadre de l'action nationale RSDE (Recherche des Substances Dangereuses pour l'Environnement – cf. ci après).

Dans son dossier de demande d'exploiter, SONOPOL sollicite une modification de la VLE en concentration sur le paramètre DCO, en précisant que les 80 mg/l fixés par l'arrêté préfectoral de 1997 sont très régulièrement dépassés, que l'arrêté ministériel de 2006 fixe la limite à 300 mg/l. SONOPOL propose une VLE à 200 mg/l, en justifiant qu'avec cette modification, l'impact des rejets de SONOPOL reste faible sur le milieu récepteur pour le paramètre concerné. Au regard des résultats d'autosurveillance sur les 2 dernières années et du caractère disproportionné des moyens techniques à mettre en œuvre pour respecter le seuil des 80 mg/l, l'inspection propose de retenir une valeur limite d'émission à 150 mg/l.

Consommation spécifique

La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 l/m² de surface traitée et par fonction de rinçage, conformément à l'arrêté ministériel Traitement de surface de 2006. Le dossier de demande d'autorisation indique que la consommation spécifique actuelle est de 4,5 l/m², soit bien inférieure à la limite réglementaire.

Auto surveillance

SONOPOL réalise une auto surveillance hebdomadaire sur les paramètres Al, Fe, Ni, Zn, MES, DCO, HCT P et suit le pH et la température des rejets en continu. Les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées. SONOPOL fait également réaliser annuellement une analyse de ses rejets par un laboratoire externe, sur ces mêmes paramètres (prescriptions de l'AP de 1997) et dont les résultats sont envoyés à l'inspection des installations classées. Hormis sur le paramètre DCO (cf. ci-dessus), les résultats des analyses ne montrent pas d'écarts significatifs par rapport aux valeurs limites prescrites en 1997.

Action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau

Suite à l'adoption de la directive cadre sur l'eau (DCE) n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE). La première phase de cette action nationale était présentée dans la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002. Une circulaire récente du 5 janvier 2009 fixe les modalités de mise en œuvre de la deuxième phase de cette action.

En application de cette circulaire du 5 janvier 2009, un arrêté préfectoral complémentaire (n°2009-350-20 du 16 décembre 2009) a été pris pour prescrire à l'établissement SONOPOL une surveillance initiale des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

3.2.1.2 Eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées et envoyées vers un bassin d'orage commun aux 2 entreprises DELCEN et SONOPOL de 500 m³ (écoulement gravitaire vers le réseau communal des eaux pluviales). Les eaux pluviales de voiries sont prétraitées sur séparateur d'hydrocarbures.

3.2.1.3 Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires sont collectées et envoyées dans le réseau communal des eaux usées.

3.2.2 Pollution de l'air

Les principaux rejets atmosphériques du site sont les vapeurs acides et basiques des bains de traitement de surface et les gaz de combustion des brûleurs des bains de traitement de surface, des fours et étuves et des chaudières dédiées au chauffage des locaux (poussières, oxydes d'azote). Ces rejets sont canalisés. A noter que les cabines de poudrage et l'atollor de grenatillago sont équipés de systèmes de dépoussiérage et de filtration de l'air.

Des mesures ont été réalisées en mars 2003 et en juillet 2008 sur les rejets atmosphériques des bains de traitement de surface. Les résultats étaient conformes aux seuils imposés par l'arrêté préfectoral de 1997 et par l'arrêté ministériel Traitement de Surface du 30 juin 2006.

Le projet amène peu de modifications au niveau des rejets atmosphériques du site.

Au niveau des vapeurs des bains de traitement de surface, outre la suppression du rejet du décapage chimique, le projet intègre l'ajout d'un émissaire pour le bain de dérochage aluminium. Le tunnel de ce bain sera équipé d'une extraction d'air qui enverra l'effluent atmosphérique sur un laveur de gaz à pulvérisation d'eau, avec recyclage de l'effluent aqueux généré dans le bain de dérochage.

L'exploitant prévoit la réalisation d'une mesure sur ces rejets dès mise en route de l'installation afin de contrôler le respect des valeurs limites de l'arrêté ministériel Traitement de Surface du 30 juin 2006 reprises dans le projet d'arrêté préfectoral. Cette action fait l'objet d'une échéance dans l'année suivant la mise en service de cet équipement.

3.2.3 Bruit

L'exploitant a fait réaliser une campagne de mesure des nuisances sonores (SOCOTEC) en juillet 2008. Les niveaux sonores en limites de propriété et les émergences en ZER sont conformes aux exigences réglementaires en vigueur.

3.2.4 Déchets

La production de déchets dangereux est faible (environ 20 tonnes par an). Il s'agit principalement des boues de la station et des bains de traitement de surface usés.

L'activité génère également environ 70 tonnes de déchets non dangereux (DIB, déchets d'emballage, peintures poudre).

3.2.5 Trafic

Le site, implanté dans la ZI Sud de Vendôme, représente une faible part dans le trafic routier de la zone. La desserte du site ne pose pas de problématique particulière.

3.2.6 Effets sur la santé

Le dossier de demande d'autorisation d'exploiter comprend une étude des impacts sur la santé qui conclut en l'absence d'impact des activités du site sur la santé de la population riveraine (rejets atmosphériques, bruit).

3.3 Planning des travaux prescrits

Nature des ouvrages prévus	Echéance maximale de réalisation	Article du projet
2011		
Mise en place d'un portillon entre la réserve incendie et l'établissement et matérialisation au sol des zones de stationnement réservées à la mise en aspiration des engins pompes	30 juin 2011	7.7.4
Réalisation des études techniques et des travaux éventuels de mise en conformité des moyens de protection contre la foudre	31 décembre 2011	7.3.6
Suppression des 2 émissaires liés à l'ancienne activité de décapage chimique	31 décembre 2011	3.2.3
2012		
Réalisation des travaux nécessaires pour rendre le bassin de confinement des eaux d'extinction étanche.	30 juin 2012	7.7.7.1
Réalisation d'une étude technico-économique concernant la suppression du point de rejet d'eaux pluviales vers le séparateur de DELCEN (rejet interne n°RI2). En cas de décision de non-réalisation des travaux, proposition de mesures compensatoires pour une mise en conformité de ces rejets avec les VLE imposées au rejet n°RE1.	31 décembre 2012	4.3.12
Réalisation des travaux de mise en conformité des systèmes de désenfumage.	31 décembre 2012	7.3.4.5
Contrôle de la performance effective des systèmes de captation et de traitement mis en place pour les effluents atmosphériques du dérochage aluminium	Un an après la mise en service de l'installation	9.2.1.1.1

L'ensemble de ces travaux représentent un investissement prévisionnel d'environ 80 k€ (dont 55 k€ pour le désenfumage et 23 k€ pour l'étanchéité du bassin 23 k€ de rétention des eaux d'extinction).

4 AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Le commissaire enquêteur, les conseils municipaux des communes concernées et les chefs de services consultés au cours de la procédure ont émis des avis favorables.

Compte tenu des mesures prises ou prévues, du niveau de maîtrise des impacts et des dangers sur l'environnement et les tiers, le service instructeur émet un avis favorable.

5 CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de Loir et Cher de donner une suite favorable à la demande d'autorisation d'exploiter présentée par la société SONOPOL sur le territoire de la commune de VENDOME, sous réserve du strict respect des dispositions du projet d'arrêté joint qui permet de prendre en compte les impacts et les dangers des installations sur leur environnement.

L'inspection des installations classées propose que ce rapport et le projet d'arrêté précité soient respectivement présentés et soumis à l'avis du CODERST, conformément à l'article R 512-25 du Code de l'environnement - Partie réglementaire.

L'inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis avec avis conforme,
à Monsieur le Préfet de Loir-et-Cher
Pour le directeur et par délégation
Le chef de l'unité territoriale du Loir-et-Cher